

Chers(es) camarades,

Tout d'abord, j'espère que toutes et tous avez pu passer de bonnes vacances et recharger les batteries malgré une météo capricieuse. Pour plus de 50% des français les vacances se sont passées à la maison cette année encore. Le droit de partir en vacances reste un enjeu pour notre syndicalisme ainsi nous pouvons nous féliciter d'avoir pu faire partir 23 familles en IDF dont 5 dans notre département avec notre association Enpartance. La tombola pour financer ce beau projet reste toujours ouverte pour quelques semaines pour clore financièrement l'année 2014. Je vous invite à vous en emparer afin que nous puissions pérenniser cette démarche. Les témoignages émouvants des familles qui ont pu bénéficier de cette solidarité ne peuvent que nous encourager dans ce sens.

Pour autant, si la période estivale est propice au repos, elle n'aura pas été synonyme d'insouciance tant l'actualité internationale aura été violente.

En atteste, le regain des conflits armés en Palestine, en Ukraine ou bien encore en Irak.

L'horreur, ces dernières semaines, s'affiche sans retenue à la télévision et dans les médias en général. Quel que soit l'endroit où l'on se place l'horreur reste toujours l'horreur.

Pour autant, les médias ont une différenciation de traitement de l'actualité selon le conflit qu'ils couvrent.

Ainsi, le conflit israélo-palestinien est un cas d'école. Il faut dire que notre gouvernement à plusieurs reprises aura donné l'exemple avec des déclarations comme : « il appartient au peuple israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces » (François Hollande le 9 juillet). Puis le ministre de la défense qui déclara « nous demandons à Israël de faire preuve de mesure dans la riposte ». Tous les deux cautionnant aussi l'idée selon laquelle l'Etat d'Israël et Palestinien sont deux parties d'égale puissance.

Cette position de la France s'apparente à un encouragement à l'agression criminelle du gouvernement de Netanyahu contre un peuple occupé, qui depuis 1947 cherche à se défendre de la spoliation de sa terre.

Le soutien des Etats-Unis et l'absence d'initiatives politiques des pays occidentaux auront donné toute la légitimité nécessaire à la stratégie meurtrière d'Israël et le gouvernement de Netanyahu doit répondre de ses actes devant un Tribunal Pénal International. Rappelons le refus de la France, lors du conseil des droits de l'Homme de l'ONU, de l'envoi en urgence d'une commission d'enquête internationale.

Pourtant les faits sont là : Violation des droits de l'homme et des lois de la guerre, massacre de la population civile, utilisation d'armes interdites, mitraillage d'ambulances et bombardements d'hôpitaux et d'écoles (même celles de l'ONU), plus de 2000 morts (femmes et enfants compris) et des milliers de blessés.

L'opération lancée par l'armée israélienne est la plus meurtrière depuis la guerre des 6 jours de 1967.

A l'appel du collectif national pour une paix juste et durable, des milliers de personnes ont manifesté à plusieurs reprises dans tout le pays et dans le monde pour exiger un cessez le feu immédiat. La CGT était des appelants.

Des milliers de personnes, pour exiger la levée sans condition du blocus illégal et criminel, la libération de tous les prisonniers, des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international, la reconnaissance de l'Etat palestinien et l'arrêt de la colonisation.

De plus, nous pouvons condamner l'attitude de l'exécutif qui avec des médias complaisants aura essayé de faire pencher l'opinion publique vers la thèse d'une guerre de religions. Cet argumentaire nauséabond est utilisé pour tenter de camoufler la lecture politique du conflit et de la cause Palestinienne.

Notons que des sanctions économiques ont été prises contre la Russie par l'Union Européenne accompagnant ainsi les Etats-Unis, quand dans le même temps, aucune sanction n'était prise contre l'Etat israélien.

Deux poids deux mesures dans les arcanes de la géopolitique et pour la domination économique dans lesquelles les peuples sont les acteurs bien malgré eux. Gaz et pétrole sont au menu. Les conséquences sont nombreuses et le chaos certain.

Ainsi l'Irak est le parfait exemple après deux décennies d'interventionnisme sous tutelle américaine, qui devait amener la démocratie mais dont le véritable enjeu était la pérennité de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Dans le même temps, et en totale contradiction le soutien était franc et massif aux monarchies du Golfe, les mêmes qui ont financé les fanatiques d'aujourd'hui.

L'impérialisme avec comme moteur le capitalisme a toujours besoin d'un ennemi quitte à le fabriquer. Il a besoin d'asseoir sa suprématie coûte que coûte au service de quelques uns, quitte à entrer en contradiction avec la démocratie. Et cela que ce soit par le conflit armé et le désordre, ou bien encore en se taillant sur mesure des règles qui soient au-dessus des lois nationales, remettant en cause la souveraineté même des Etats comme avec les négociations quasi secrètes pour un accord de libre-échange Transatlantique.

Et un, et deux, et trois zéro. Non ce n'est pas le résultat de la finale de la coupe du monde mais le celui de la conférence sociale qui pour la troisième année consécutive attaque le monde du travail.

Mascarade, provocation ... quel est le mot le plus approprié pour qualifier la conférence dite «sociale» qui s'est déroulée. Ainsi, avant même que cette dernière ait commencé, le premier ministre via la presse aura été le VPR du Medef. Après des tractations bilatérales entre le gouvernement et le MEDEF, Manuel Valls a décidé d'annoncer son choix de ne plus parler des sujets qui fâchent le patronat comme par exemple la reconnaissance de la pénibilité ou les temps partiels. Et comme cela ne suffisait pas, il a mis en avant les seuils sociaux ou bien encore la simplification du code du travail. Ces derniers pèseraient sur la compétitivité des entreprises parait-il. Vision en totale contradiction avec toutes les études faites sur le sujet.

La CGT a décidé de sortir de cette parodie de dialogue social en quittant la conférence suivie de FO et de la FSU.

Au sortir de ce pseudo rendez-vous, le menu est extrêmement indigeste pour les salariés à qui en plus l'on demande de payer la note.

Le discours de clôture du premier ministre et la feuille de route ont confirmé et revendiqué les choix opérés par le gouvernement, pacte de responsabilité, diminution drastique de la dépense publique, impasse sur les politiques d'augmentation salariale.

Le patronat pouvait afficher une grande satisfaction, et pour cause : la clé d'entrée des politiques publiques n'est plus la recherche de l'intérêt général, mais bien celle de l'intérêt particulier des actionnaires des entreprises.

Dans la foulée, un sondage donnait 61% des français ayant le sentiment que les inégalités sociales ont progressé en France depuis mai 2012. Plus qu'un sentiment, la réalité des chiffres des grands groupes français concernant le versement des dividendes au deuxième semestre est parlant. Ils ont augmenté de 30% sur un an ! Dans la même veine des résultats positifs ont été annoncés pour PSA et il est évoqué la réintroduction en bourse du groupe : les salariés licenciés apprécieront. Aujourd'hui, un salarié français travaille 48 jours par an pour les actionnaires contre 14 jours en 1981 !

87% des français estiment que le coût du capital contribue largement aux difficultés de l'économie française. Oui, une autre répartition des richesses et l'augmentation générale des salaires sont à l'ordre du jour.

A ce propos nous pouvons observer que la question des dividendes et des aides publiques commence à être reprise dans la sphère politique ou bien par des commentateurs.

Ainsi suite à la démission du gouvernement la semaine dernière nous avons pu entendre Montebourg, Hamon et d'autres condamner l'austérité et surtout affirmer qu'il y a d'autres alternatives et ce, à rebours des déclarations de cet été du couple de l'exécutif voulant préparer pour la rentrée l'opinion publique en martelant qu'il n'y a pas d'autres choix, pas d'autres alternatives à la manière de Margaret Thatcher.

Bien sûr, nous ne sommes pas dupes des intentions politiciennes des uns et des autres. Il n'empêche que l'opportunité est peut-être là pour amplifier la bataille idéologique avec notre campagne sur le Coût du capital. Il nous faut valoriser la pertinence de notre analyse de la situation économique et des solutions que nous lui apportons auprès des salariés.

Au début de l'été, la rapporteuse générale du Budget, Valérie Rabault, publiait un rapport dans lequel elle dévoilait des « *premiers éléments d'appréciations* » des effets à attendre sur la croissance et l'emploi du plan d'économies de 50 milliards prévu par le gouvernement.

Selon les prévisions obtenues de Bercy, ce plan d'économies « *aurait un impact négatif sur la croissance de 0,7 % par an en moyenne entre 2015 et 2017, et pourrait entraîner la suppression de 250.000 emplois à l'horizon 2017* ».

De plus, le CICE va se solder pour sa première année par un manque à gagner de 30 milliards d'€ pour l'Etat au bénéfice des entreprises et sans aucun effet sur l'emploi. Nous pouvons prédire les mêmes résultats pour le pacte de responsabilité, qui en plus a été expurgé par le Conseil Constitutionnel de la partie dite de "solidarité" qui prévoyait un allègement dégressif des cotisations versées par les salariés entre 1 et 1,3 du SMIC, qui au passage aurait affaibli le salaire socialisé et donc le financement de la protection sociale.

Les faits et les chiffres sont têtus. Ainsi les chiffres de l'INSEE et de pôle Emploi confirment la gravité de la situation économique et sociale.

Premièrement, pour le deuxième trimestre consécutif, l'économie française a fait du sur-place avec une croissance à zéro et est menacée de déflation. Dans le même temps, notre voisin allemand accuse un recul de 0,2% de son PIB compte tenu des coups portés au pouvoir d'achat et des réformes Schröder.

Deuxièmement, les chiffres du chômage de juillet ont été livrés la semaine dernière. Ils sont catastrophiques avec 40 600 demandeurs d'emploi supplémentaires toutes catégories confondues. Le chômage des jeunes est reparti à la hausse et pour les seniors ce n'est pas mieux. Pour notre département, nous atteignons le chiffre de 154 980 demandeurs d'emplois toutes catégories confondues soit une hausse de +8,3% sur un an ! Après deux ans de présidence Hollande nous avons 500 000 privés d'emploi supplémentaires !

Fin août, 82% des français disaient ne pas faire crédit au gouvernement pour réduire les déficits publics, 84% de ne pas lui faire confiance pour une nouvelle croissance économique et 85% dans la lutte contre le chômage. Ajouter à cela une côte de popularité historiquement basse pour Hollande et celle de Valls qui descend à vitesse grand V.

La nouvelle équipe gouvernementale ne devrait pas inverser la tendance.

Le message est clair avec la nomination plus que symbolique d'Emmanuel Macron au Ministère de l'économie. Ce banquier richissime est l'architecte du pacte de responsabilité.

Qui plus est, il n'a jamais été élu et ne connaît pas le suffrage universel. Ceci est un symbole supplémentaire de cette coupure avec le peuple.

Manuel Valls aura décidé de clore l'épisode de la semaine dernière à l'université d'été du MEDEF avec un discours incroyable et surréaliste en direction des intérêts du patronat. Un véritable bras d'honneur au peuple de gauche, aux privés d'emplois, aux salariés, aux retraités. Récidiviste en disant que la France vit au-dessus de ses moyens et annonçant la suite des hostilités avec la simplification du code du travail, le travail du dimanche ou bien la question des seuils pour les IRP.

Nous voilà avertis, ce nouveau gouvernement est composé pour durcir sa politique austéritaire et antisociale.

"Notre politique, ce sera le pacte, tout le pacte et encore plus loin que le pacte" déclarait au cœur de l'été Manuel Valls. C'est chose faite. Le gouvernement a fait son choix : l'abandon du monde du travail de manière définitive.

La traduction directe de cette allégeance est le pacte dit de "responsabilité" que nous avons rebaptisé d'austérité. Il sera financé de trois manières reposant toutes sur une réduction des dépenses publiques :

- 18 milliards d'économies seront réalisées par l'Etat,
- 11 milliards le seront par les collectivités territoriales,
- 21 milliards reposeront sur l'assurance maladie et la protection sociale,

De tels choix libéraux au service du capital auront donc des conséquences lourdes. Il est impossible de supprimer 50 milliards d'euros de dépenses publiques sans détruire au passage des missions publiques au service de la population. D'ores et déjà, il est possible de lister une série de dégradations qui ne manqueront pas d'apparaître, tant pour les missions que pour les agents qui les exercent :

- réduction des dépenses de fonctionnement ;
- mutualisation à marche forcée des achats, des systèmes d'informatique, de la gestion des personnels... ;
- gel du point d'indice des fonctionnaires, ralentissement des carrières... ;
- augmentation des inégalités professionnelles et précarisation de l'emploi ;
- baisse des effectifs y compris pour les opérateurs de l'État (agences,...) ;
- baisse des dotations aux collectivités territoriales induisant entre autres des coupes dans les budgets sociaux, de solidarité,... ;
- suppression des départements, réduction du nombre de régions ;
- amplification des réformes structurelles de l'hôpital public ;
- réduction des dépenses de santé ;
- non revalorisation ou suppression de certaines prestations sociales...

Tout est organisé pour affaiblir l'intervention de la puissance publique. De nombreuses missions seront abandonnées, laissant une nouvelle fois les plus fragiles sur le bord du chemin.

Les missions les plus « rentables » feront, quant à elles, très certainement l'objet d'externalisations ou de privatisations (souvenons-nous de la privatisation des autoroutes).

Dans ce point de vue, la loi MAPTAM et la réforme territoriale s'inscrivent dans ce cadre. Cette dernière va continuer son chemin parlementaire en octobre. C'est tout l'édifice du "modèle français" qui est en jeu.

L'acte 3 de la décentralisation, articulée avec ces dernières, conduira à une reconfiguration des territoires, y compris administratives, à un déplacement des lieux stratégiques de décisions et à éloigner de ces lieux des populations, totalement écartées des discussions ni consultées face à un changement des institutions démocratiques que sont les communes (avec passage forcé vers les intercommunalités) et les départements (en voie de suppression d'ici 2021).

Nous sommes dans une logique éminemment libérale répondant aux volontés des grands groupes et aux choix européens décidés par les Etats : concentrer les moyens politiques sur quelques territoires autour de quelques projets dits "d'excellence" économique et financière ; diminuer résolument l'emploi public et la sphère d'intervention des services publics au bénéfice du privé ; réduire en profondeur la démocratie et les capacités d'intervention citoyenne.

Ainsi se profilent des mesures salariales régressives pour les fonctionnaires et agents publics ou bien encore la substitution aux services publics rendus par des administrations publiques par des "services au public". Le service rendu à l'utilisateur serait réalisé soit par des entreprises soit par des associations.

La réorganisation territoriale autour de métropoles est la fin de l'égalité des territoires/péréquation, fin de la cohérence nationale des politiques publiques et organisation de la société sur un déficit de la démocratie sociale, remplacé par le soi-disant dialogue social territorial.

Les objectifs affichés par la réforme sont d'ancrer la France dans la compétition européenne et mondiale et nous enfoncer encore un peu plus dans les logiques austéritaires.

Mais les économies espérées semblent bien loin des projections objectives. Ainsi le très médiatique passage de 22 à 13 régions n'aura quasiment aucun effet en la matière. En effet, les 3 compétences essentielles des régions (transports TER, lycées, formation professionnelle), représentant environ 90% des dépenses, demeureront à peu près équivalentes.

Il ne pourra donc pas y avoir d'économie sans dégradation des services publics.

Par ailleurs, la réforme globale de l'ensemble des strates institutionnelles marque clairement une inversion dans l'organisation historique de notre pays en passant d'une logique étatique (jacobine) Etat/Département/Commune à une logique de type fédéraliste Région/Intercommunalité/Etat.

Le capitalisme recherche toujours plus de croissance, synonyme de plus de PIB, et de toujours plus de consommation pour toujours plus de profits. Ce système productiviste exploitant l'homme et la nature atteint forcément ses limites, la crise systémique est là pour nous le rappeler. Pour poursuivre son aventure, le capitalisme doit adapter les territoires à ses nouveaux besoins. La réforme territoriale actuelle va accroître la compétition entre les territoires alors qu'il faudrait plus de coopération.

En effet, la CGT considère que la question de l'organisation des compétences sur un espace territorial doit se poser à partir de la réponse aux besoins économiques et sociaux, en s'appuyant sur l'intelligence des territoires, d'organisation de chaque collectivité, dans un cadre de mutualisation, de coopération plutôt que d'opposition, de concurrence ou d'attribution de tel ou tel pouvoir. Elle doit correspondre à une vision territoriale du développement qui ne soit pas explosée entre les espaces urbains et les espaces ruraux.

Le maître mot c'est la solidarité. Cela doit s'appuyer sur des services publics de qualité en termes de transport, de logement, de formation professionnelle, d'enseignement supérieur, d'innovation, et favoriser des activités créatrices de richesses pour mieux être réparties. La démocratie et les enjeux concernant l'aménagement du territoire doivent être aussi au cœur du vivre ensemble et à nouveau faire l'objet d'une large concertation et la loi actuelle doit être abrogée.

Nous aurons encore l'occasion de débattre très largement du Grand Paris Métropole lors de la 16<sup>ème</sup> conférence de l'URIF à Villejuif du 8 au 10 octobre prochain. Nous y aurons 55 délégué-e-s qui représenteront notre département (Pascal nous en dira certainement deux mots).

NON, cette réforme territoriale et de l'Etat n'est en aucun cas une priorité face à la crise tout comme les seuils des IRP, la simplification du code du travail ou bien la disparition des élections CPH.

A propos de ces dernières, comme vous le savez, le gouvernement veut réformer le mode de désignation des juges prud'homaux et ce, en procédure accélérée. Le texte arrivera ainsi mi-octobre au Sénat. Plus que jamais nous devons nous emparer de la pétition qui est à notre disposition depuis plusieurs mois et qui stagne en terme de signatures. Faisons signer cette pétition massivement pour exiger le maintien de l'élection des conseillers prud'homaux au suffrage universel et son organisation le plus rapidement possible.

L'urgence, c'est de réorienter les richesses dans ce pays en commençant par les aides publiques qui culminent maintenant à 220 milliards d'€ par an en direction des entreprises sans aucun contrôle et sans aucune efficacité, si ce n'est celle d'augmenter les dividendes des actionnaires.

Ce qui plombe notre économie, c'est le coût du Capital et l'austérité salariale. Ce n'est pas la question du temps de travail comme l'a agité le nouveau ministre de l'économie. Bien au contraire les 35h ont créé 350 000 à 400 000 emplois et les « coûts » dit salariaux ont baissés via les aides dès les premières années.

De plus, toujours d'après l'INSEE, les 35h sont à l'origine de gains de productivité de 4 à 5% pour les entreprises. Suite aux 35h, depuis 2004, la France se place au 2<sup>ème</sup> rang pour la productivité horaire du travail devant les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni, l'Italie, etc... et à 20% au-dessus de la moyenne Européenne.

C'est la réduction du temps de travail qui est une idée d'avenir.

En ramenant déjà la durée moyenne du travail, qui est en France de 39,5h (40,7 en Allemagne) à 35h, cela libérerait l'équivalent de 2,7 millions d'emplois !

Les politiques menées vont dans le mur et Hollande/Valls ont décidé de nous y emmener en klaxonnant. Tout les coups sont permis, comme nous avons pu le constater avant la période estivale avec les conflits des intermittents, des cheminots ou bien de la SNCF. Il faut remonter à des années en arrière pour retrouver un tel déchaînement politico-médiatique. Ces attaques contre nos camarades et la CGT sont à la mesure de la justesse de nos dénonciations et de nos propositions. Ces dossiers sont loin d'être réglés et le gouvernement a de plus en plus de mal à cacher la poussière sous le tapis de l'austérité.

Dans la même veine, nous avons entendu les déclarations de Rebsamen cette semaine, stigmatisant les privés d'emploi qui ne chercheraient pas de travail. Pour lui certainement, les causes de l'échec des politiques menées est ailleurs qu'au gouvernement bien évidemment, et pour cela il faut bien des boucs émissaires.

Les conflits des intermittents du spectacle, des cheminots, des marins de la SNCF ou bien d'autres comme les camarades de la RATP à Pavillons sous Bois cet été montrent par ailleurs la disponibilité des salariés à intervenir dans les affaires qui les concernent.

Ainsi nous devons travailler la construction des convergences de luttes nécessaires pour la mise en mouvement du plus grand nombre.

Dans cette construction d'un rapport de forces favorable aux salariés, la syndicalisation de masse est un enjeu majeur. Avec les salariés, il nous faut passer de la déception à l'action avec une CGT source d'espoir, d'alternatives crédibles pour transformer notre société. La place du travail et des travailleurs doivent être le cœur du moteur de cette transformation.

Dans ce sens, en cette rentrée, l'implication de toutes et tous est importante pour tracer des perspectives et relever les défis locaux et globaux.

Pour ce faire, nous avons plusieurs rendez-vous, en voilà 3 :

1. **Le mardi 30 septembre**, il nous faut assurer la réussite de la mobilisation des retraités sur leurs revendications dans les territoires, avec notamment la revalorisation des pensions. Pour l'IDF, nous attendons dans les jours qui viennent les précisions sur les modalités et le cadre unitaire. Cette journée est en écho avec le succès de la mobilisation nationale à Paris du 3 juin dernier avec 25 000 manifestants.

2. L'Assemblée Générale nationale de rentrée de la CGT a décidé de faire **du jeudi 16 octobre** une grande journée nationale d'action interprofessionnelle. Cette journée sera composée par des initiatives inter-régionales notamment sur les questions de santé et de financement de la sécurité sociale, à la veille de l'examen parlementaire du budget de la sécurité sociale (PLFSS) en lien avec les salaires et l'emploi. Je rappelle de nouveau que le pacte d'austérité dit de « responsabilité » prévoit 21 milliards d'économie sur l'assurance maladie et la protection sociale.

La CE confédérale d'hier a décidé de donner un caractère national à cette journée pour la région IDF et les régions limitrophes avec un grand meeting national en plein air à Paris. Il nous faut me semble-t-il travailler à créer les conditions d'une manifestation qui déboucherait sur ce meeting. Un comité régional aura lieu demain à l'URIF où nous pourrons en débattre et prendre les décisions collectives qui s'imposent. Par conséquent, votre avis est important. Une réunion inter-régionale aura lieu pour préparer cette journée et les fédérations vont se réunir aussi. La forme et les contenus vont se peaufiner dans les jours qui viennent.

Cette journée doit être travaillée dès maintenant pour réussir son succès.

Premièrement, en la faisant connaître et en menant une intense bataille des idées ancrées sur notre analyse et nos revendications au plus près des réalités des salariés (tracts, argumentaires, NVO rentrée, matériels à venir). Deuxièmement, des AGs de syndiqués doivent être organisées partout (syndicats, structures,...) dans les jours qui viennent pour aller au débat sur les enjeux de la protection sociale, des salaires, du travail, de l'emploi, etc... Cette étape est primordiale pour la réussite du 16. Oui, il nous faut avoir des actes forts de Directions syndicales et nous rendre disponibles les uns et les autres pour participer à ces rencontres. Ainsi, comme d'autres, les membres de la Direction de l'UD sont disponibles pour toute initiative.

3. Dans l'élévation nécessaire du rapport de forces, au-delà de l'indispensable travail de syndicalisation à effectuer, la question de l'audience de notre syndicat via les élections professionnelles est un enjeu tant politique que pour les moyens syndicaux.

Ainsi les **élections dans la Fonction Publique du 4 décembre** prochain sont d'une importance extrême et l'affaire de tous Public/Privé. Nous sommes à J-3 mois tout juste.

Pour la première fois c'est l'ensemble de la fonction publique Territoriale - Hospitalière - Etat qui aura à élire simultanément ses représentants syndicaux. Ce vote concerne plus de 5 millions d'agents publics. Pour notre département, il concerne 53 164 agents dans la fonction publique d'Etat, 50 119 agents de la fonction publique territoriale et 12 608 agents de la fonction publique Hospitalière (chiffres 2011). 20% des agents de la fonction publique sont en IDF soit 1 million !

Ces élections interviendront dans un contexte où le service public est attaqué de toutes parts comme je le disais : 11 milliards de dotation publique retirés aux

collectivités, la loi HPST et son cortège de restrictions dans les hôpitaux, les soi-disant « réorganisations » des services publics d'Etat conduisant finalement à leur démantèlement, la loi sur la Modernisation de l'Action Publique et la Métropole du Grand Paris qui annonce un immense plan social, etc...

Plus que jamais il nous faut être à l'offensive pour défendre et développer nos biens communs, maintenir et développer les droits collectifs et individuels des personnels, lutter et gagner sur les salaires. La réussite de ces échéances électorales passe par la mobilisation de tous.

Ces élections sont un enjeu pour la représentativité de toute la CGT.

C'est la première fois, dans notre pays, qu'un évènement d'une telle portée se déroule. Ces élections se passent sur fonds de grandes insatisfactions sociales après des années de gel des salaires des fonctionnaires, de suppressions massives d'emplois, de précarité galopante, de remise en cause des missions et des budgets publics qui leur sont affectés.

Nous devons nous déployer en grand dans la dernière ligne droite qui nous sépare du 4 décembre en lien avec l'actualité. Le collectif départemental « élections Fonction Publique 2014 » se réunit cet après-midi. Nous avons d'ores et déjà dans les tuyaux du matériel et des rendez-vous pour animer cette campagne :

- Un 4 pages de l'UD à 50 000 ex. que vous avez pu découvrir ce matin est disponible dans votre UL.
- Une affiche UD 93 ici présente.
- Un blog : [cgt93elections2014](#).
- Une Caravane UD 93 « Elections Fonction Publique 2014 » partira mi-septembre. Une vingtaine de dates sont arrêtées pour couvrir toutes les villes du département et donner une dynamique du "tous ensemble". Chaque journée de déploiement sera couverte par un membre du Bureau de l'UD.
- Une série de 4 meetings nationaux auront lieu à Lyon le 30 septembre, le 9 octobre à Bordeaux, le 6 novembre à Nancy et le dernier à Montreuil le 20 novembre. Ce dernier meeting clôturera le périple de notre Caravane.

Pour être totalement efficaces nous vous invitons à faire remonter vos plans de travail, de déploiement, d'initiatives, etc... au collectif départemental « élections Fonction Publique 2014 ». Il est bon de rappeler que le dépôt des listes doit être effectué au maximum le 21 octobre. Avoir des listes dans toutes les catégories est un élément qui renforcera de fait notre audience.

Cette campagne est un rendez-vous à ne pas rater. Donnons tout ce que nous avons. Notre représentativité et nos moyens d'actions en dépendent.

Si le Premier Ministre a choisi de faire sa rentrée à l'université d'été du MEDEF, faisons la notre auprès des salariés. Tous ensemble et vive la CGT ! Je vous remercie.